

Droit de réponse du docteur Christian Marinetti suite à la diffusion d'informations le 27 septembre 2018 sur France Info concernant les prothèses mammaires (publié le 29 septembre sur le site de France Info)

J'ai répondu aux questions de France Info en tant que Président du dernier Comité scientifique de l'ANSM concernant les lymphomes à grandes cellules liés aux implants mammaires (LAGC-AIM). Ce type de lymphome est extrêmement rare et est étudié en toute transparence depuis plusieurs années par les médecins et les autorités sanitaires de France et de nombreux pays. Le travail est rude et long en raison de l'importance des données à collecter, de leur imprécision, de la multiplicité des facteurs qui peuvent être en cause et du caractère indispensable de certaines prothèses mammaires si on veut reconstruire correctement un sein après amputation.

Depuis 2014 toute patiente qui doit subir une implantation est réglementairement informée de l'existence du LAGC. A ce stade, il n'y a personne à accuser de quoi que ce soit. Nous ne sommes pas dans l'affaire PIP ! La société Allergan est un fabricant sérieux d'implants mammaires et de produits et dispositifs médicaux qui a participé comme les autres fabricants en toute transparence aux études sur ce type de lymphome. L'implant dont il est question, la prothèse BIOCELL, est un implant essentiel, le plus utilisé dans la chirurgie réparatrice mammaire. Elle a permis et permet de restaurer au mieux l'image corporelle des patientes après amputation. Elle est souvent incontournable, car seule à même de se fixer vraiment dans les vastes espaces situés sous les lambeaux de peau et de muscle transposés sur le thorax, provenant du dos ou du ventre pour remplacer les tissus enlevés. D'autres implants que la BIOCELL pourraient s'avérer trop mobiles, se déplaçant dans toutes les directions sur le thorax, obligeant à pratiquer de nombreuses reprises chirurgicales non dénuées de risques.

Le LAGC est une pathologie très rare (600 cas environ répertoriés dans le monde en février dernier sur 40 millions environ de porteuses d'implants) qui mobilise néanmoins activement les autorités sanitaires, médecins, spécialistes de tous horizons et fabricants depuis plusieurs années. Suite au dernier Comité scientifique sur le sujet et au rapport de l'ANSM, les chirurgiens plasticiens, membres de la Société française de chirurgie plastique reconstructrice et esthétique (SOFCPRE) vont se réunir en séance plénière en novembre pour évaluer, comme pour toute thérapeutique, la balance bénéfique/risque sur ce problème et émettre de façon collégiale des recommandations, en toute information des patientes elles-mêmes et dans leur propre intérêt.